

S1-1953 F

CAISI
1953

CONSULTATION SEULEMENT

RAPPORT DU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT
DU CANADA

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE
LE 31 MARS 1953



EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
IMPRIMEUR DE LA REINE ET CONTRÔLEUR DE LA PAPETERIE
OTTAWA, 1953

Prix, 10 cents

P.G. - BIBLIOTHEQUE
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

RAPPORT DU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT
DU CANADA

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE
LE 31 MARS 1953



EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
IMPRIMEUR DE LA REINE ET CONTRÔLEUR DE LA PAPETERIE
OTTAWA, 1953

P.G. - BIBLIOTHEQUE
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

*A Son Excellence le très honorable Vincent Massey, C.H., Gouverneur général et
commandant en chef du Canada.*

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur de présenter ci-joint à Votre Excellence le rapport du secré-
tariat d'État portant sur les douze mois terminés le 31 mars 1953.

J'ai l'honneur d'être,
de Votre Excellence,
le très obéissant serviteur,

Le secrétaire d'État,

F. GORDON BRADLEY.

OTTAWA, le 1^{er} avril 1953.

SECRETARIAT D'ÉTAT

TABLE DE PRÉSENCE POUR LE CANADA

(En vigueur le 10 décembre 1954)

1. Le Gouverneur général ou l'administrateur. (Remarque n° 1)
2. Le Premier ministre du Canada.
3. Le juge en chef du Canada.
4. Les ambassadeurs et hauts commissaires. (Remarque n° 2)
5. Les ministres plénipotentiaires. (Remarque n° 3)
6. Les membres du Cabinet par ordre d'ancienneté comme membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada.
7. Le lieutenant-gouverneur de l'Ontario;
Le lieutenant-gouverneur du Québec;
Le lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse;
Le lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick;
Le lieutenant-gouverneur du Manitoba;
Le lieutenant-gouverneur de la Colombie-Britannique;
Le lieutenant-gouverneur de l'Île du Prince-Édouard;
Le lieutenant-gouverneur de la Saskatchewan;
Le lieutenant-gouverneur de l'Alberta;
Le lieutenant-gouverneur de Terre-Neuve. (Remarque n° 4)
8. Les membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ne faisant pas partie du Cabinet, par ordre d'ancienneté comme membres du Conseil privé. (Remarque n° 5)
9. Le président du Sénat.
10. L'Orateur de la Chambre des communes.
11. Le chef de l'Opposition.
12. Le primat de l'Église d'Angleterre au Canada, un prélat de l'Église catholique romaine ayant rang élevé dans cette Église au Canada, le modérateur de l'Église Unie du Canada, le modérateur de l'Église presbytérienne au Canada et le président de la Fédération baptiste du Canada ou leurs représentants. (Remarque n° 6)
13. Les premiers ministres des provinces du Canada, dans l'ordre indiqué pour les lieutenants-gouverneurs. (Remarque n° 4)
14. Les juges puînés de la Cour suprême du Canada.
15. Le président de la cour de l'Échiquier du Canada.
16. (a) Le juge en chef du plus haut tribunal de chaque province et territoire; et
(b) Les juges en chef des autres cours supérieures des provinces et territoires, y compris le juge en chef associé de la Cour supérieure de la province de Québec, par ordre d'ancienneté comme juge en chef, aux termes des sous-catégories (a) et (b).
17. (a) Les juges puînés de la cour de l'Échiquier;
(b) Les juges puînés des cours supérieures des provinces et territoires, par ordre d'ancienneté dans chaque sous-catégorie.
18. Les membres du Sénat.
19. Les membres de la Chambre des communes.
20. Les consuls généraux des pays sans représentation diplomatique.
21. Le président du Comité des chefs d'état-major, le chef de l'État-major général, le chef de l'État-major naval et le chef de l'État-major de l'Air. (Remarque n° 7)
22. Les membres du Conseil exécutif provincial dans leur province.
23. L'orateur du Conseil législatif dans sa province.
24. Les membres du Conseil législatif dans leur province.
25. L'orateur de l'Assemblée législative dans sa province.
26. Les membres de l'Assemblée législative dans leur province.

REMARQUES

1. Préséance doit être accordée immédiatement après le juge en chef aux anciens gouverneurs généraux, selon la date de cessation de leurs fonctions.

2. La préséance parmi les ambassadeurs et hauts commissaires qui prennent rang également, se détermine par la date de présentation de leurs lettres de créance.

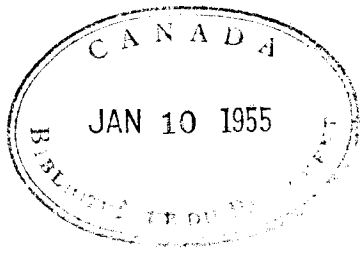
3. Les chargés d'affaires ont préséance immédiatement après les ministres plénipotentiaires.

4. La présente prescription ne s'applique pas aux cérémonies et événements d'un caractère provincial.

5. Dans la présente catégorie préséance est accordée à titre de courtoisie, avant les autres membres du Conseil privé ne faisant pas partie du Cabinet, aux anciens premiers ministres par ordre d'ancienneté comme membres du Conseil privé.

6. Dans la présente catégorie, préséance est accordée, à titre de courtoisie, au Délégué apostolique, selon la coutume dans le passé, et la préséance relative des dignitaires ecclésiastiques canadiens est régie par la date d'entrée dans leurs présentes fonctions; leurs représentants ont droit à la même préséance.

7. Cette préséance est accordée aux chefs d'état-major lorsqu'ils ont à remplir des fonctions officielles, autrement les chefs d'état-major jouissent de la même préséance que les sous-ministres et prennent rang par ordre d'ancienneté. Le Secrétaire d'État du Canada, après consultation du premier ministre, détermine à l'occasion la préséance des chefs d'état-major, sous-ministres et autres hauts fonctionnaires du service public.



A l'honorable F. GORDON BRADLEY, Q.C.,
Secrétaire d'État du Canada.

MONSIEUR LE MINISTRE,—J'ai l'honneur de vous soumettre ci-joint mon rapport sur les travaux du secrétariat d'État pendant l'année financière terminée le 31 mars 1953.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

Le sous-secrétaire d'État,

C. STEIN.

OTTAWA, le 1^{er} avril 1953.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Division de l'information.....	5
Division spéciale.....	7
Division des compagnies.....	10
Division de l'enregistrement.....	11
Bureau des traductions.....	17
Bureau des marques de commerce.....	20
Bureau des brevets et des droits d'auteur.....	22

DIVISION DE L'INFORMATION

SECTION DE LA CORRESPONDANCE—SECTION DES RECOURS EN GRÂCE

GÉNÉRALITÉS

Le chapitre 189 des Statuts révisés du Canada, 1927, intitulé: "Loi concernant le ministère du secrétaire d'État", prescrit que le secrétaire d'État est chargé de la correspondance d'État, a la garde de toutes les archives et de tous les documents officiels qui ne sont pas spécialement transférés à d'autres ministères et remplit les autres fonctions que le Gouverneur en conseil lui assigne de temps à autre.

SECTION DE LA CORRESPONDANCE

La Section de la correspondance s'occupe de la correspondance officielle avec le secrétaire du Gouverneur général, les lieutenants-gouverneurs et divers personnages officiels et particuliers; elle applique également la Loi de tempérance du Canada, rédige le rapport annuel du Ministère ainsi que les communiqués de presse émis par le secrétaire d'État et partage avec la Division de l'enregistrement la besogne du secrétariat du Tribunal d'appel du droit d'auteur.

Il n'y a pas eu de vote, au cours de l'année, en vertu de la Loi de tempérance du Canada. La partie II de la loi reste en vigueur dans les comtés de Perth et de Huron, dans la province d'Ontario.

Le Tribunal d'appel du droit d'auteur a tenu une audience publique du 5 au 8 janvier ainsi que les 11, 12, 13 et 17 février 1953.

Le personnel de la section a été prié d'aider la Division spéciale à exécuter les dispositions prises à l'égard de certaines réceptions d'État.

SECTION DES RECOURS EN GRÂCE

La Loi des libérations conditionnelles est administrée conjointement par cette section et le ministère de la Justice.

L'examen des dossiers et la préparation des propositions concernant les requêtes en vertu de l'exercice de la prérogative royale du pardon sont confiés au ministère de la Justice. Le secrétaire d'État, conformément aux prescriptions de la loi, communique la décision de Son Excellence aux autorités provinciales et fédérales ainsi qu'aux intéressés.

Voici les causes criminelles dont s'est occupée la Section des recours en grâce du Ministère au cours de l'année judiciaire close le 31 mars 1953.

a) Causes n'impliquant pas la peine capitale.	
Libérations conditionnelles.....	774
Mises en liberté absolue.....	130
Déportations.....	17
Libérations conditionnelles provisoires.....	55
Mises en liberté conditionnelles.....	41
Remises de peines.....	8
Réductions de peine.....	15
Mises en liberté provisoire.....	47
Commutations.....	3
Divers.....	30
Libérations conditionnelles spéciales.....	37
Exemptions de l'obligation de faire acte de présence...	17
	<hr/>
Total.....	1,174
Non-interventions.....	1,532
	<hr/>
Grand total.....	2,706

b) Condamnations à la peine capitale.

Il y a eu vingt-cinq condamnations à la peine capitale. La peine capitale a été maintenue dans 12 cas; il y a eu 3 commutations et 10 nouveaux procès ont été accordés.

DIVISION SPÉCIALE

La tâche la plus importante de la Division spéciale, pendant l'année financière 1952-1953, a été l'élaboration et l'exécution des plans relatifs à la participation du Canada au couronnement de Sa Majesté la Reine.

Le 28 avril 1952, Sa Majesté avait fixé le jour de son couronnement au mardi, 2 juin 1953. A Londres, une commission a été instituée, sous la présidence de Son Altesse Royale le duc d'Édimbourg. Le Canada y était représenté par le premier ministre, le chef de l'opposition, le haut commissaire du Canada au Royaume-Uni et le secrétaire officiel du bureau du haut commissaire à Londres.

Le 3 juin 1953, le gouvernement canadien annonçait la création d'un comité désigné "Comité canadien du couronnement", qui avait pour mission d'aider au gouvernement à prendre les dispositions nécessaires à la participation du Canada au couronnement. Le secrétaire d'État et le sous-secrétaire d'État étaient respectivement président et secrétaire dudit comité. Les autres membres étaient le ministre des Travaux publics (M. Fournier), le ministre de la Défense nationale (M. Claxton), le leader du Gouvernement au Sénat (le sénateur Robertson), le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson), le ministre des Affaires des anciens combattants (M. Lapointe), le président du Sénat (le sénateur Beauregard), le président de la Chambre des Communes (M. Macdonald) et le chef de l'opposition (M. Drew).

Un autre comité désigné "Comité exécutif du couronnement", composé de représentants de divers ministères fédéraux, était chargé de mettre en œuvre les dispositions prises et il incombait à la Division spéciale d'exécuter les travaux de détail et de bureau pour lesdits comités. La besogne à accomplir consistait à dresser la liste des invités au couronnement à l'abbaye de Westminster, leur assigner des places dans les estrades érigées sur le parcours du cortège, organiser le voyage des détachements de nos trois armes et de la Gendarmerie royale du Canada, statuer sur la tenue de rigueur, suivre les événements sociaux à Londres, diriger les fêtes du couronnement au Canada, édicter des règlements régissant la fabrication des souvenirs et la distribution de la médaille du couronnement. La Division spéciale a encore collaboré avec les gouvernements de chaque province ainsi que dans les Territoires du Nord-Ouest et du Yukon, à la distribution, aux écoliers canadiens, d'un médaillon commémoratif du couronnement qui a été frappé à la Monnaie royale canadienne.

Comme dans le passé, la Division spéciale a prêté son aide au Comité coordonnateur des décorations dans ses travaux de détail et de bureau. Constitué en 1942, ce comité est sous la présidence du sous-secrétaire d'État.

Les seules décorations et récompenses (décernées par Sa Majesté et les gouvernements étrangers) accessibles aux citoyens canadiens sont celles qui sont accordées pour sauvetage d'un semblable ou participation directe aux opérations des Nations Unies en Corée.

Le Comité coordonnateur des décorations s'est occupé des cas suivants, ayant trait aux récompenses pour participation directe aux opérations des Nations Unies en Corée: Octroi de la médaille de Corée décernée par Sa Majesté et de la médaille des Nations Unies au personnel de la défense, de la marine marchande et des services auxiliaires; décorations décernées par Sa Majesté pour service dans les unités combattantes et non-combattantes aux membres des forces armées et de la marine marchande; enfin, établissement de règlements

régissant l'acceptation de récompenses étrangères par le personnel de la défense, de la marine marchande et des services auxiliaires. Le comité a aussi été chargé de dresser une liste de catégories, de sous-catégories et de quote-parts à l'égard de la distribution de la médaille du couronnement, liste qui devait être soumise au Comité du couronnement, au gouvernement et à Sa Majesté.

Les autres responsabilités de la Division spéciale, au cours de l'année, concernaient diverses questions de protocole, l'hospitalité accordée aux chefs d'État et à d'autres visiteurs de marque, les réceptions officielles du gouvernement canadien, l'ordre de préséance des dignitaires canadiens et étrangers, le cérémonial, les drapeaux et l'usage de la colline du Parlement.

La Division s'est chargée de la tournée, à travers le Canada, de Son Altesse Impériale le prince héritier du Japon. Comme d'habitude, la Division spéciale s'est occupée de placer par ordre de préséance les invités au Lever de Son Excellence le Gouverneur général, le jour de l'an.

Les autres événements dont la Division s'est occupée sont les suivants:

Cérémonie de la déposition d'une couronne par Sa Majesté la reine des Pays-Bas, au Monument national aux morts de la guerre, le 22 avril 1952.

Réception offerte par le ministre des Transports aux délégués à la sixième session de l'Assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale, le 27 mai 1952.

Dîner offert par le ministre des Transports aux chefs des délégations à la sixième session de l'Assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale, le 3 juin 1952.

Visite à Ottawa, du 22 au 26 juin, du premier ministre de l'Australie, le très honorable R. G. Menzies et de Mme Menzies.

Déjeuner offert par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social aux membres d'une mission de santé publique de l'Inde et du Pakistan, le 24 juin 1952.

Réception offerte par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social aux délégués à la XVIII^e Conférence de la Croix-Rouge internationale, le 28 juillet 1952.

Déjeuner offert par le ministre des Ressources et du Développement économique aux délégués à la 6^e conférence forestière du Commonwealth britannique, le 11 août 1952.

Dîner offert par le ministre des Travaux publics et le leader de la Chambre des communes aux délégués à la conférence de l'Association parlementaire du Commonwealth, le 10 septembre 1952.

Déjeuner offert par le premier ministre aux membres français du Comité France-Amérique, le 26 septembre 1952.

Déjeuner offert par le ministre du Travail en l'honneur de M. David Morse, directeur général de l'Organisation internationale du Travail, le 30 septembre 1952.

Réception offerte par le ministre du Commerce aux délégués à la deuxième séance du Comité de l'Institut interaméricain de la Statistique pour l'amélioration des statistiques nationales, le 30 septembre 1952.

Dîner offert par le ministre des Affaires des anciens combattants en l'honneur de M. D. Heathcoat-Amory, ministre des Pensions du Royaume-Uni, le 8 octobre 1952.

Dîner offert par le ministre des Transports aux membres de la Commission conjointe internationale, le 9 octobre 1952.

Dîner offert par le ministre du Commerce aux délégués de l'*International Seminar on Statistical Organization*, le 16 octobre 1952.

Tournée de l'est du Canada, en mars, par Lord Ismay, secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, et sa suite et déjeuner en son honneur offert par le ministre du Commerce, le 6 mars 1953.

Dîner offert par le ministre des Finances, en l'honneur du très honorable R. A. Butler, Chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni, le 12 mars 1953.

DIVISION DES COMPAGNIES

Voici un résumé des travaux accomplis par la Division des compagnies au cours de l'année financière 1952-1953.

En vertu de la Loi des compagnies, 1934

Le nombre de compagnies constituées en corporation par lettres patentes, conformément aux dispositions de la Partie I, au cours de l'année s'élève à 751 et 24 sociétés sans capital-actions conformément aux dispositions de la Partie II de ladite loi.

Quatre cent quarante compagnies existantes et cinq sociétés existantes sans capital-actions ont reçu des lettres patentes supplémentaires; trois certificats ont été délivrés à des compagnies existantes, ce qui a fait augmenter le prix des actions sans valeur nominale ou au pair.

Sous le régime de la Partie IV de la Loi des compagnies, on a délivré à une compagnie minière étrangère un permis d'exploiter des gisements dans les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

Au total, 47 documents ont été portés au registre des hypothèques et des charges en vertu de l'article 66 de la Loi des compagnies, dont 38 actes de fiducie, 47 actes supplémentaires de fiducie, 5 hypothèques, 18 séries de débentures ou débentures sans acte de fiducie, 1 nomination de séquestre et 36 mémoires d'acquiescement.

En vertu de l'article 121 de la Loi des compagnies, 9,281 sommaires ont été soumis.

Sous le régime de l'article 29 de la Loi des compagnies, la Division a délivré 29 certificats d'acceptation d'abandon de charte dissolvant 167 compagnies, et reçu 45 chartes renvoyées pour fins d'annulation. Elle a aussi reçu avis qu'environ 18 compagnies étaient en faillite ou en liquidation.

Au cours de l'année, la Section des raisons sociales de la Division des compagnies a effectué 4,192 recherches, dont 2,997 avaient pour but de déterminer la disponibilité des noms proposés pour les compagnies cherchant à obtenir leur constitution en corporation; les autres 1,195 recherches répondaient à des demandes de renseignements sur l'existence ou non de compagnies portant tel ou tel nom. La Division des compagnies conserve une liste complète des noms de toutes les compagnies canadiennes, que leur constitution en corporation ait eu lieu ou non par lettres patentes fédérales ou provinciales.

En vertu de la Loi des chambres de commerce

Onze nouvelles chambres de commerce ont été enregistrées; 7 arrêtés en conseil ont changé les noms de chambres de commerce existantes et les règlements de quatre autres chambres ont été modifiés.

En vertu de la Loi des unions ouvrières

Deux syndicats ont été enregistrés et les règlements d'une union ouvrière ont été modifiés.

DIVISION DE L'ENREGISTREMENT

La liste suivante donne le relevé des travaux effectués par la Division de l'enregistrement du 1^{er} avril 1952 au 31 mars 1953 inclusivement.

Documents	Grossoyés et dactylo- graphiés	Enregistrés
Certificats de chambre de commerce.....		11
Cautionnements.....		23
Chartes de constitution en corporation.....		775
Chartes supplémentaires.....		460
Chartes abandonnées et annulées.....		158
Commissions.....	164	164
Contrats, décharges, abandons.....		716
Expropriations de terrains.....		37
Concessions de terres.....	295	295
Lettres patentes d'annuités.....	3	3
Permis de bac et cession de ces permis.....	2	2
Procurations.....	24	24
Proclamations.....	31	31
Renonciations.....	148	148
Syndicats ouvriers (modifications aux règlements).....	3	3
Brefs d'élection.....		8
Brefs de sursis (Loi d'extradition).....		4
	670	2,862

Au cours de l'année, la Division a établi 1,774 certificats et copies conformes.

Elle a effectué un nombre considérable de travaux divers, comme la transcription à la dactylographe de cartes pour le fichier des compagnies, la correction d'épreuves, l'envoi de mémoires divers et de renseignements puisés dans les fiches et archives.

NOMINATIONS DE FONCTIONNAIRES DU 1^{er} AVRIL 1952 AU 31 MARS 1953

Nom	Charge	Date
Buchanan, Nelles Victor.....	Juge de la Cour de district du district de l'Alberta septentrional..	4 mars 1952
Buchanan, Son Honneur Nelles Victor.....	Juge local de la Cour suprême de l'Alberta.....	4 mars 1952
MacLean, William James.....	Arpenteur des terres fédérales.....	3 mars 1952
Isley, le très honorable James Lorimer.....	Administrateur du gouvernement de la province de la Nouvelle-Écosse, du 2 au 17 avril 1952.	31 mars 1952
Williams, l'hon. Esten Kenneth.....	Juge local en amirauté de la Cour de l'Échiquier dans et pour le district d'amirauté du Manitoba.	28 fév. 1952
Richard, Clovis-Thomas.....	Juge de la division du banc de la Reine de la Cour suprême du Nouveau-Brunswick.	4 mars 1952
Heeney, Arnold Danford Patrick.....	Ambassadeur et Représentant permanent du Canada au Conseil de l'Atlantique Nord.	15 avril 1952

NOMINATIONS DE FONCTIONNAIRES DU 1^{er} AVRIL 1952 AU 31 MARS 1953—*suite*

Nom	Charge	Date
Yaskowich, Stanley A.	Arpenteur des terres fédérales.	3 mars 1952
Fraser, Grant Lovat.	Arpenteur des terres fédérales.	3 mars 1952
Gibling, George Martin.	Arpenteur des terres fédérales.	3 mars 1952
Warwaruk, Russell John.	Arpenteur des terres fédérales.	3 mars 1952
McPherson, l'hon. E. A.	Administrateur du gouvernement de la province du Manitoba, du 14 avril au 14 mai 1952.	4 avril 1952
McGreer, Edgar D'Arcy.	Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Canada au Danemark.	22 fév. 1952
Burt, Mlle Patricia Sylvia.	Déléguée du Gouverneur.	21 avril 1952
Durdin, Wilson St. Leger.	Consul du Canada aux Pays-Bas.	7 mars 1952
Trottier, Pierre-Louis.	Vice-consul du Canada à l'Union des républiques socialistes soviétiques.	3 avril 1952
Rousseau, Charles-Odilon-Roger.	Vice-consul du Canada aux États-Unis d'Amérique.	29 fév. 1952
Hirtle, James Gordon Stuart.	Arpenteur des terres fédérales.	3 mars 1952
Lawson, William Joseph.	Conseil de la Reine.	28 fév. 1952
Richards, l'hon. Charles D.	Administrateur du gouvernement de la province du Nouveau-Brunswick, du 3 au 26 mai 1952.	25 avril 1952
Anger, Harry Dell.	Juge de la Cour suprême d'Ontario et membre de la Haute Cour de justice de l'Ontario et membre <i>ex officio</i> de la Cour d'appel d'Ontario.	3 avril 1952
Freedman, Samuel.	Juge de la Cour du Banc de la Reine du Manitoba.	8 avril 1952
Côté, l'hon. Alcide.	Ministre des Postes.	28 fév. 1952
Roy, Georges-Hervé.	Juge de paix, ayant juridiction dans le comté de Saguenay, province de Québec.	8 avril 1952
Tovell, Freeman Massey.	Consul du Canada au Danemark.	7 mars 1952
Rettie, Edward Rose.	Vice-consul du Canada au Japon.	7 mars 1952
Hyndman, l'hon. James Duncan.	Juge adjoint de la Cour de l'Échiquier du Canada, du 15 mai au 30 juin 1952.	8 mai 1952
Dion, Joseph-Alfred-Arthur.	Juge pûné de la Cour supérieure du district de Québec.	8 avril 1952
McCleery, Robert.	Juge de paix dans et pour le territoire du Yukon.	12 mai 1952
Brophy, Reginald McLaren.	Sous-ministre de la Production de défense.	1 ^{er} mai 1952
La Flèche, le Major-général l'hon. L.-R.	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Canada en Argentine.	9 mars 1952
Heeney, Arnold Danford Patrick.	Représentant du Canada auprès de l'Organisation européenne de coopération économique, Paris, France.	15 avril 1952
Sloan, l'hon. Gordon McGregor.	Administrateur du gouvernement de la province de la Colombie-Britannique, du 24 juin au 5 juillet 1952.	11 juin 1952
Pickersgill, John Whitney.	Greffier du Conseil privé et secrétaire du Cabinet.	1 ^{er} juin 1952
Robertson, Norman Alexander.	Haut commissaire du Canada au Royaume-Uni.	1 ^{er} juin 1952
Dupuy, Pierre.	Ambassadeur du Canada en Italie.	1 ^{er} mai 1952
Doull, l'hon. John.	Administrateur du gouvernement de la province de la Nouvelle-Écosse, du 7 au 11 juin 1952.	6 juin 1952
Snowling, Richard George.	Arpenteur des terres fédérales.	3 mars 1952
Rau, Gerald Anthony.	Consul du Canada en Irlande.	17 avril 1952
Wilgress, Leolyn Dana.	Sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures.	1 ^{er} juin 1952
Walsh, l'hon. sir Albert.	Administrateur du gouvernement de la province de Terre-Neuve, du 28 juin au 31 juillet 1952.	25 juin 1952
Pickersgill, John Whitney.	Commissaire chargé de faire prêter serment.	3 juin 1952
Smith, Frank Gramani.	Juge de paix dans et pour le territoire du Yukon.	30 mai 1952
Beaudry, Guy-Vigneux.	Consul du Canada en Argentine.	25 avril 1952
Hardy, Joseph-Evremond-Ghislain.	Vice-consul du Canada en Italie.	17 avril 1952
Campbell, Ross.	Consul du Canada en Turquie.	14 mai 1952
Hicks, Douglas Barcham.	Consul du Canada en Norvège.	20 mai 1952
Anderson, Allan Cunningham.	Consul du Canada au Mexique.	14 mai 1952
Grant, George Milligan.	Directeur de la Corporation commerciale canadienne.	23 mai 1952
Pennoek, le sergent Everett Allen.	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada.	1 ^{er} avril 1952
Shank, le sergent Israel, C. J. J.	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada.	1 ^{er} avril 1952
Jones, le sergent Norman Oswald.	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada.	1 ^{er} avril 1952
Higgitt, le sergent William Leonard.	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada.	1 ^{er} avril 1952
Carrière, le sergent Joseph-Raoul-René.	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada.	1 ^{er} avril 1952
Bartram, le sergent d'état-major Douglas Oswald Elston.	Sous-inspecteur, Gendarmerie royale du Canada.	1 ^{er} avril 1952
Williams, l'hon. E. K.	Administrateur du gouvernement de la province du Manitoba, du 4 juillet au 30 août 1952.	23 juin 1952
Kennedy, John de Navarre.	Juge de la Cour de comté, comté de Peterborough, province d'Ontario.	30 mai 1952
Kennedy, Son Honneur John de Navarre.	Juge local de la Haute Cour de justice de l'Ontario.	30 mai 1952
Waines, W. J.	Directeur de la Société centrale d'hypothèques et de logement.	11 juin 1952
Alsbury, J. Stewart.	Membre de la Commission du port de North-Fraser.	11 juin 1952
Lindsay, J. Arthur.	Membre de la Commission du port de North-Fraser.	11 juin 1952
Noble, Samuel Norman.	Membre de la Commission du port de North-Fraser.	11 juin 1952
August, William Howard.	Membre de la Commission canadienne des pensions.	1 ^{er} mai 1952
Archer, Maurice-Georges.	Membre et vice-président du Conseil des ports nationaux.	1 ^{er} juill. 1952
Johnston, Robert Ernest Gerald.	Juge de paix dans et pour les territoires du Nord-Ouest.	28 juin 1952
Golden, David Aaron.	Directeur de la Corporation commerciale canadienne.	4 juill. 1952
Peers, Roy Gillespie.	Directeur de la Corporation commerciale canadienne.	4 juill. 1952
Carter, Thomas LeMesurier.	Consul du Canada en Pologne.	17 avril 1952
Wainman-Wood, Thomas Blake Burrill.	Consul du Canada en Finlande.	21 mars 1952
Hagglund, Melvin Garfield.	Juge de paix dans et pour les territoires du Nord-Ouest.	15 juill. 1952
O'Hagan, Richard Charles Osborne.	Vice-consul du Canada à Berlin.	8 juill. 1952
Caron, Melville Paterson.	Vice-consul du Canada au Brésil.	15 juill. 1952
Shalapata, Paul.	Juge de paix dans et pour le territoire du Yukon.	6 août 1952
Moran, Herbert Owen.	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Canada en Turquie.	1 ^{er} sept. 1952

NOMINATIONS DE FONCTIONNAIRES DU 1^{er} AVRIL 1952 AU 31 MARS 1953—suite

Nom	Charge	Date
Matthews, Wilmot Donald	Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Canada en Suède, et, concurremment, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Canada en Finlande.	1 ^{er} sept. 1952
Welsford, Hubert Gray	Membre du Conseil des recherches pour la défense.	1 ^{er} avril 1952
Wilson, Ernest Brown	Juge du tribunal de première instance de la Cour suprême d'Alberta et juge <i>ex officio</i> de la division d'appel de la même Cour.	27 juin 1952
Teakles, John McLaurin	Consul du Canada en Tchécoslovaquie.	23 juin 1952
McLaurin, l'hon. Colin Campbell	Président du tribunal de première instance de la Cour suprême d'Alberta et juge <i>ex officio</i> de la division d'appel de la même Cour.	27 juin 1952
Zimmerman, A. Hartley	Membre du Conseil des recherches pour la défense.	8 fév. 1952
Simard, Louis-Charles	Membre du Conseil des recherches pour la défense.	1 ^{er} avril 1952
Watkins, John Benjamin Clark	Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Canada en Norvège.	1 ^{er} sept. 1952
Stone, Thomas Archibald	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Canada aux Pays-Bas.	1 ^{er} sept. 1952
Foley, Thomas	Juge de paix dans et pour les Territoires du Nord-Ouest.	27 août 1952
Hébert, Georges	Juge de la Cour de district du district judiciaire de Gravelbourg, dans la province de la Saskatchewan.	27 août 1952
Reid, Escott Meredith	Haut commissaire du Canada en Inde.	1 ^{er} oct. 1952
Patterson, George Sutton	Consul général du Canada à Boston.	1 ^{er} sept. 1952
Butterworth, Charles Edgar	Vice-consul du Canada aux États-Unis d'Amérique.	14 août 1952
Rogers, Robert Louis	Consul du Canada au Japon.	14 août 1952
MacKay, Frederick George	Juge de la Cour suprême d'Ontario, membre de la Cour d'appel d'Ontario et <i>ex officio</i> membre de la Haute Cour de justice pour l'Ontario.	27 août 1952
Beaubien, l'hon. Joseph-Thomas	Juge de la Cour d'appel du Manitoba et <i>ex officio</i> juge de la Cour du Banc de la Reine du Manitoba.	1 ^{er} oct. 1952
Tritschler, George Eric	Juge de la Cour du Banc de la Reine du Manitoba.	1 ^{er} oct. 1952
Clark, Frank Borden	Vice-consul du Canada au Venezuela.	14 août 1952
Harrington, John Maurice	Vice-consul du Canada en Yougoslavie.	14 août 1952
Doré, Victor	Concurremment Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Canada en Autriche.	5 août 1952
Pickup, John Wellington	Juge de la Cour suprême d'Ontario et Président de la Cour d'appel d'Ontario, avec désignation et titre de Juge en chef d'Ontario, et <i>ex officio</i> membre de la Haute Cour de justice de l'Ontario.	24 sept. 1952
Gerein, Anthony Benedict	Juge de la Cour de district du district judiciaire de Humboldt, province de la Saskatchewan.	24 sept. 1952
Houde, Joseph-François-Xavier	Vice-consul du Canada en Belgique.	14 août 1952
Hooper, Cleve Francis Wilfred	Vice-consul du Canada au Venezuela.	4 sept. 1952
Bailey, John Harveard	Vice-consul du Canada à Détroit.	8 oct. 1952
Cheney, Donald Harry	Vice-consul du Canada à Boston.	8 oct. 1952
Gordon, Robert Victor Nicholson	Vice-consul du Canada à Chicago.	15 oct. 1952
Clearihue, Joseph Badenoch	Juge de la Cour de comté de Victoria, province de la Colombie-Britannique.	9 oct. 1952
Clearihue, Son Honneur Joseph Badenoch	Juge local de la Cour Suprême de la Colombie-Britannique.	9 oct. 1952
McCabe, Herbert	Membre de la Commission du port de Belleville.	9 oct. 1952
Ketcheson, A. H.	Membre de la Commission du port de Belleville.	9 oct. 1952
Mitchell, Harold James	Préposé au recouvrement des petites créances pour le district de Mackenzie, Territoires du Nord-Ouest.	9 oct. 1952
Runnalls, le sergent d'état-major Harvey James	Juge de paix dans et pour les Territoires du Nord-Ouest.	24 sept. 1952
McMinn, E. R.	Arpenteur des terres fédérales.	3 mars 1952
Smith, C. Rhodes	Président de la Commission sur les pratiques restrictives du commerce.	1 ^{er} nov. 1952
Whiteley, Albert Spence	Membre de la Commission sur les pratiques restrictives du commerce.	1 ^{er} nov. 1952
Favrdau, Guy	Membre de la Commission sur les pratiques restrictives du commerce.	1 ^{er} nov. 1952
Lessard, Jean-Claude	Commissaire et Président de la Commission maritime canadienne	1 ^{er} nov. 1952
Sinclair, James	Ministre des Pêcheries.	15 oct. 1952
Campney, Ralph Osborne	Solliciteur général du Canada.	15 oct. 1952
Campbell, l'hon. Thane A.	Commissaire chargé, en vertu de la Partie I de la Loi des enquêtes, de faire enquête et rapport sur les réclamations résultant de la Deuxième Guerre mondiale.	23 oct. 1952
MacDonald, Thomas Daniel	Directeur des enquêtes et recherches, Loi des enquêtes sur les coalitions.	1 ^{er} nov. 1952
Mayhew, l'hon. Robert Wellington	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Canada au Japon.	15 nov. 1952
Sloan, l'hon. Gordon McGregor	Administrateur du gouvernement de la province de la Colombie-Britannique, du 27 novembre au 2 décembre 1952.	5 nov. 1952
Scott, William Bridges	Juge en chef associé de la Cour supérieure de la province de Québec, devant remplir les fonctions de Juge en chef de la Cour supérieure dans le district de Montréal, comme il est établi pour la Cour du Banc de la Reine siégeant en appel.	13 nov. 1952
Turcotte, Edmond	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Canada en Colombie.	1 ^{er} déc. 1952
Fraser, Alistair	Lieutenant-gouverneur de la province de la Nouvelle-Écosse.	1 ^{er} déc. 1952
Norman, Henry Gordon	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Canada au Venezuela.	1 ^{er} déc. 1952
Prévost, Claude-Marie-Jean-Thib audeau	Juge puné de la Cour supérieure du district de Montréal, province de Québec.	17 nov. 1952
Pickup, l'hon. John Wellington	Administrateur du gouvernement de la province d'Ontario, du 26 novembre au 4 décembre 1952.	28 nov. 1952
La Flèche, le Major-général l'hon. L.-R.	Concurremment Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Canada en Uruguay.	1 ^{er} déc. 1952

NOMINATIONS DE FONCTIONNAIRES DU 1^{er} AVRIL 1952 AU 31 MARS 1953—fin

Nom	Charge	Date
Balcom, Bryant Harding.....	Registraire de la Cour de l'échiquier dans sa juridiction d'amirauté, district d'amirauté de la province de la Nouvelle-Écosse.	5 nov. 1952
Ross, Allan C.....	Membre du Conseil canadien des relations ouvrières.....	30 oct. 1952
Brown, Wilfrid George.....	Commissaire du territoire du Yukon.....	15 nov. 1952
Galipeault, l'hon. Antonin.....	Administrateur du gouvernement de la province de Québec, du 9 au 30 décembre 1952.	9 déc. 1952
Duranceau, Joseph-Auguste.....	Juge de la Cour de district, district de Cochrane, province d'Ontario.	13 nov. 1952
Duranceau, Son Honneur Joseph-Auguste.....	Juge local de la Haute Cour de justice de l'Ontario.....	13 nov. 1952
Danis, Son Honneur René-Alexandre.....	Juge de la Cour suprême d'Ontario.....	13 nov. 1952
Langley, James Coningsby.....	Vice-consul du Canada en Belgique.....	19 nov. 1952
Holley, Dr. Donald Alexander.....	Juge de paix dans et pour les Territoires du Nord-Ouest.....	10 déc. 1952
Marsh, Verne.....	Juge de paix dans et pour les Territoires du Nord-Ouest.....	28 nov. 1952
Coke, William Lawrence.....	Membre de la Commission canadienne des pensions.....	17 nov. 1952
Bradbury, Louis S.....	Président de l'Office des pêches de Terre-Neuve.....	10 oct. 1952
Thomas, Douglas Cameron.....	Juge de la Cour de district, district de Muskoka, province d'Ontario.	1 ^{er} janv. 1953
Thomas, Son Honneur Douglas Cameron.....	Juge local de la Haute Cour de justice de l'Ontario.....	1 ^{er} janv. 1953
Matthews, Overton A.....	Membre de la Commission des transports.....	1 ^{er} janv. 1953
Lamb, Dr William Kaye.....	Bibliothécaire, Bibliothèque nationale.....	1 ^{er} janv. 1953
Taylor, Kenneth Wiffin.....	Sous-ministre des Finances et Receveur général.....	1 ^{er} janv. 1953
Taylor, Kenneth Wiffin.....	Membre de la Commission du prêt agricole canadien.....	7 janv. 1953
Ralston, Stuart Bowman.....	Juge puiné de la Cour supérieure du district de Montréal.....	1 ^{er} fév. 1953
Lawson, l'hon. Ray.....	Consul général du Canada aux États-Unis d'Amérique.....	17 fév. 1953
Andrew, Arthur Julian.....	Consul du Canada en Autriche.....	7 janv. 1953
Hooper, Cleve Francis Wilfrid.....	Vice-consul du Canada en Argentine.....	30 déc. 1952
Grande, George Kinnear.....	Consul du Canada en Grèce.....	7 janv. 1953
Pickersgill, Norman Loris.....	Membre <i>ad hoc</i> de la Commission canadienne des pensions.....	1 ^{er} fév. 1953
Forman, John Murray.....	Membre <i>ad hoc</i> de la Commission canadienne des pensions.....	1 ^{er} fév. 1953
Carswell, Richard Allen.....	Juge de paix dans et pour le territoire du Yukon.....	22 janv. 1953
Galipeault, l'hon. Antonin.....	Administrateur du gouvernement de la province de Québec, du 14 mars au 22 juin 1953.	26 fév. 1953
O'Connor, l'hon. George B.....	Administrateur du gouvernement de la province de l'Alberta, du 11 mai au 29 juin 1953.	5 mars 1953
Reynolds, Ralph Edward.....	Vice-consul du Canada en Tchécoslovaquie.....	13 janv. 1953
Nutting, Sinclair Holmes.....	Vice-consul du Canada en Colombie.....	13 fév. 1953
Eberts, Christopher Campbell.....	Consul général du Canada aux États-Unis d'Amérique.....	1 ^{er} mars 1953
Wardroper, Wilfrid Lenneth.....	Vice-consul du Canada aux États-Unis d'Amérique.....	30 janv. 1953
Peebles, Linden Harry Budge.....	Vice-consul du Canada aux États-Unis d'Amérique.....	30 janv. 1953
Power, George Francis.....	Vice-consul du Canada en Allemagne.....	5 fév. 1953
Campney, l'hon. Ralph Osborne.....	Ministre associé de la Défense nationale.....	12 fév. 1953
Langley, Gilbert Craig.....	Vice-consul du Canada au Venezuela.....	19 fév. 1953
Stone, William Frank.....	Vice-consul du Canada près la république fédérale d'Allemagne.....	13 fév. 1953
Davey, Herbert William.....	Juge de la Cour suprême de la Colombie-Britannique.....	5 mars 1953

UNIONS OUVRIÈRES ENREGISTRÉES EN VERTU DE LA LOI DES UNIONS OUVRIÈRES

Nom	Adresse	Date d'enregistrement
North Shore Woods-Workers Union.....	Balmoral (N.-B.).....	8 mai 1952
General Truck Drivers' Union, unité locale 938.....	Toronto (Ont.).....	9 mai 1952
The Canadian Association of Railway Blacksmiths and Helpers.....	Winnipeg (Man.).....	29 déc. 1952

CHAMBRES DE COMMERCE ENREGISTRÉES EN VERTU DE LA LOI DES CHAMBRES DE COMMERCE

Nom	Adresse	Date d'enregistrement
West Vancouver Board of Trade.....	West Vancouver (C.-B.).....	1 ^{er} avril 1952
The Lower Gatineau Chamber of Commerce.....	Glencoe (P.Q.).....	24 avril 1952
Marysville Chamber of Commerce.....	Marysville (C.-B.).....	5 mai 1952
La Chambre de Commerce de Saint-Bruno.....	Saint-Bruno (P.Q.).....	26 mai 1952
Morin Heights Chamber of Commerce.....	Morin Heights (P.Q.).....	28 mai 1952
La Chambre de Commerce de Ville LaSalle Chamber of Commerce.....	Ville LaSalle (P.Q.).....	31 mai 1952
Chambre de Commerce de Sainte-Scholastique.....	Sainte-Scholastique (P.Q.).....	6 juin 1952
Daysland and District Board of Trade.....	Daysland (Alb.).....	12 juin 1952
Clinton and District Chamber of Commerce.....	Clinton (C.-B.).....	31 juil. 1952
The Hemmingford Chamber of Commerce.....	Hemmingford (P.Q.).....	10 oct. 1952
Whitby Chamber of Commerce.....	Whitby (Ont.).....	9 janv. 1953

ÉTAT DÉTAILLÉ DES CAUTIONNEMENTS ET GARANTIES INSCRITS AU SECRÉTARIAT D'ÉTAT DU CANADA DU 1^{er} AVRIL 1952 AU 31 MARS 1953, EN VERTU DE L'ARTICLE 32 DU CHAPITRE 164 S.R.C. 1927 (LOI DES FONCTIONNAIRES PUBLICS)

N° du cautionnement	Nom du cautionné	Charge ou titre	Noms des cautions	Adresse	Peine	Date du cautionnement
9405	Lukomskyj, Milij.....	Arpenteur des terres fédérales.	Carl Watson Lester, John Hubert Holloway.	Edmonton (Alb.)	\$ 1,000	12 mars 1951
9406	Weir, Charles Henry....	Arpenteur des terres fédérales.	Daniel Rae Sutherland, Stella Mary Sutherland.	Edmonton (Alb.)	1,000	14 mars 1951
9407	Ralfs, Arthur Herbert..	Arpenteur des terres fédérales.	Douglas John Roy, Frederick Henry Nash.	Victoria (C.-B.)	1,000	16 mars 1951
9408	Tweddell, Ian William..	Arpenteur des terres fédérales.	Edward Kent Phillips, Geoffrey Craig Hamilton.	Saskatoon (Sask.) Edmonton (Alb.)	1,000	14 mars 1951
9409	Sutherland, Daniel Rae.	Arpenteur des terres fédérales.	Charles Henry Weir, Stella Mary Sutherland	Edmonton (Alb.)	1,000	14 mars 1951
9410	Pembroke Ferry Limited.	Concessionnaire du service du bac.	Norwich Union Fire Insurance Society Limited.	Toronto (Ont.)	500	1 ^{er} mai 1951
9411	Anderson, Lorne Louis..	Arpenteur des terres fédérales.	Edwin Anderson, Reg. Forrest.	Huntsville (Ont.)	1,000	24 mars 1951
9412	Goldsworthy, Gordon John.	Arpenteur des terres fédérales.	Edward Gauer, William Hayward.	Winnipeg (Man.)	1,000	6 avril 1951
9413	Prinsep, Garnet T. T....	Arpenteur des terres fédérales.	J. L. Godfrey Hewitt, John Garnet Prinsep.	Ottawa (Ont.)	1,000	12 avril 1951
9414	Nash, Frederick Henry.	Arpenteur des terres fédérales.	Arthur Herbert Ralf, Douglas John Roy.	Victoria (C.-B.)	1,000	11 avril 1951
9415	Pritchard, Hugh J.....	Arpenteur des terres fédérales.	The Canadian Surety Company.	Toronto (Ont.)	1,000	13 avril 1951
9416	Bangs, Lloyd George....	Arpenteur des terres fédérales.	George Martin Gibling, Russell John Warwaruk.	Ottawa (Ont.)	1,000	11 mai 1951
9417	Klinkenberg, Hans.....	Arpenteur des terres fédérales.	Heike Bernard Van Dyken, Piet Van Dyken.	Toronto (Ont.)	1,000	14 mai 1951
9418	Timoschuk, Peter John.	Arpenteur des terres fédérales.	John Timoschuk, Annie Timoschuk.	Lintlaw (Sask.)	1,000	2 mai 1951
9419	Monaghan, John William	Arpenteur des terres fédérales.	Patrick Anthony Monaghan, William LaPlante.	Toronto (Ont.) Barrie (Ont.)	1,000	16 avril 1951
9420	Yaskowich, Stanley Anthony.	Arpenteur des terres fédérales.	William James MacLean Grant Lovat Fraser.	Ottawa (Ont.)	1,000	21 mars 1952
9421	MacLean, William James	Arpenteur des terres fédérales.	Bernard John Woodruff, Stanley Anthony Yaskowich.	Ottawa (Ont.)	1,000	21 mars 1952
9422	Hirtle, James Gordon S.	Arpenteur des terres fédérales.	Stuart Benjamin Hirtle, David MacKay Smith.	Oliver (C.-B.)	1,000	15 mars 1952
9423	Fraser, Grant Lovat....	Arpenteur des terres fédérales.	Russell John Warwaruk, Stanley Anthony Yaskowich.	Ottawa (Ont.)	1,000	19 mars 1952
9424	Warwaruk, Russell John.	Arpenteur des terres fédérales.	George Martin Gibling, Grant Lovat Fraser.	Ottawa (Ont.)	1,000	1 ^{er} avril 1952
9425	Gibling, George Martin.	Arpenteur des terres fédérales.	Russell John Warwaruk, Arthur Douglas Selley.	Ottawa (Ont.)	1,000	1 ^{er} avril 1952
9426	Snowling, Richard George.	Arpenteur des terres fédérales.	Lorne Louis Anderson, David Robert Slessor.	Ottawa (Ont.)	1,000	28 avril 1952
9427	McMinn, Ernest Reburn.	Arpenteur des terres fédérales.	Douglas John Ray, Arthur Herbert Ralfs.	Victoria (C.-B.)	1,000	5 juin 1952

BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

La bibliothèque contient des collections des statuts britanniques et canadiens (fédéraux et provinciaux), des Débats, journaux, gazettes officielles, rapports des commission royales, comités d'enquête parlementaires et conférences, des rapports annuels émanant des ministères du Gouvernement du Canada depuis leur création, ainsi que les biographies des hommes d'État canadiens éminents, les traités internationaux (canadiens et britanniques), les bottins des principales villes du Canada, des annuaires, bottins mondains, almanachs, etc. On y trouve aussi des ouvrages traitant de l'histoire et de la législation du pays.

Durant l'année financière écoulée, la bibliothèque a reçu quelque 11,105 nouvelles publications, dont 8,017 ont été classées, placées sur les rayons et cataloguées, et quelque 3,088 distribuées aux législatures provinciales, aux principales maisons d'enseignement au Canada, aux bibliothèques et aux sociétés scientifiques, selon les listes approuvées du Ministère.

Ces publications ont été distribuées de la manière suivantes:

Lois publiques générales.....	16
<i>Débats</i> de la Chambre des communes et de la Chambre des lords.....	112
<i>London Gazette</i>	1,675
Publications de l'Office des relations du Commonwealth.	1,099
Publications du Service belge des échanges internationaux.....	136
Rapport annuel du Ministère.....	50
Total.....	<u>3,088</u>

La plupart des publications que reçoivent les fonctionnaires du Ministère, après avoir servi à leurs fins immédiates, sont cataloguées et placées dans la bibliothèque pour consultation ultérieure.

On a correspondu comme d'habitude avec d'autres bibliothèques et organismes à propos de l'envoi de livres aux provinces et aux autres bibliothèques.

Suivant la coutume, on a fait relier au cours de l'année les numéros de l'année 1951 de la *London Gazette*, de la *Gazette du Canada* et des gazettes officielles des provinces, de même que les traités ratifiés par le gouvernement du Canada.

De nombreuses recherches ont été faites pour les divers services de notre ministère et d'autres ministères qui désiraient obtenir le texte des arrêtés en conseil, des statuts, nominations, proclamations, des biographies, documents historiques, etc.

Le public, auquel la bibliothèque est ouverte, en a encore grandement profité. Les visiteurs comprenaient des auteurs d'ouvrages ou d'articles sur des sujets historiques, des membres du Barreau, des journalistes, des étudiants et des instituteurs. Quelque 2,433 volumes ont été prêtés et retournés, et 2,708 volumes ont été consultés sur place.

BUREAU DES TRADUCTIONS

OTTAWA, le 1^{er} avril 1953.

A l'honorable F. GORDON BRADLEY, Q.C.,
Secrétaire d'État du Canada,
OTTAWA.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport du Bureau des traductions, portant sur l'année financière close le 31 mars 1953.

ORGANISATION DU BUREAU DES TRADUCTIONS

Le Bureau des traductions est un organisme de service créé par le chapitre 25, 24-25 George V, 1934. Il a pour mission de traduire, d'une langue dans une autre, les rapports administratifs et autres, les documents, débats, bills, lois, procès-verbaux et la correspondance émanant des divers ministères du service public, des deux Chambres du Parlement, ainsi que des bureaux, services, commissions et agences créés ou nommés en vertu d'une loi du Parlement ou d'un arrêté du Gouverneur en conseil. Il ne possède aucun pouvoir discrétionnaire sur ses propres dépenses, sauf à l'égard des économies qu'il peut réaliser grâce au perfectionnement de ses méthodes de travail et à l'augmentation de son rendement. Le rythme de son expansion dépend de l'ampleur des tâches nouvelles qui lui sont confiées.

Il doit son organisation pratique aux deux principales sources qui alimentent son travail: le Parlement et les ministères.

a) *Traduction parlementaire*

Trois divisions sont chargées de ce travail:

1. *Division des lois*.—Traduction des projets de loi de la Chambre des communes, ainsi que des amendements qui y sont apportés; préparation des statuts et des codifications administratives des lois du Parlement.
2. *Division des débats*.—Traduction quotidienne des Débats de la Chambre des communes et du Sénat.
3. *Division de la traduction générale*.—Traduction des délibérations des comités des deux Chambres du Parlement. Traduction de documents émanant des ministères, offices, commissions, etc., où il n'existe aucune division spéciale du Bureau.

Entre les sessions, les trois divisions parlementaires traduisent les rapports des conférences entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, ceux des commissions royales, ainsi que des publications spéciales de toute sorte. Elles se partagent aussi, au besoin, le surcroît du travail des divisions de ministères.

Les travaux de traduction accomplis par les divisions parlementaires ont été très considérables à cause des deux sessions du Parlement tenues pendant l'année.

Les Débats de la Chambre des communes couvraient 5,518 pages, ceux du Sénat, 774 pages, tandis que les procès-verbaux et témoignages des comités permanents et spéciaux représentaient 3,325 pages. Cent dix bills publics, quinze bills privés de constitution en corporation et trois cent douze bills de divorce ont été traduits et les Statuts du Canada de 1952 forment un recueil de 930 pages. Le personnel de la Division des lois a aussi révisé et contrôlé plus de 3,941 pages de textes législatifs pour la Commission de revision des statuts. Lorsque la session du Parlement tire à sa fin et que plusieurs comités des deux Chambres siègent simultanément, la traduction d'une partie des délibérations de ces comités doit être confiée à des traducteurs de l'extérieur, dont le travail est vérifié et révisé par le personnel régulier afin d'assurer l'uniformité du style et de la composition.

b) Traduction dans les ministères

Le Bureau compte présentement 20 divisions qui sont chargées du travail de traduction du ministère ou de l'organisme auquel elles sont affectées:

Affaires des anciens combattants	Mines et Relevés techniques
Affaires extérieures	Pêcheries
Agriculture	Postes
Assurance-chômage	Ressources et Développement économique
Banque du Canada	Revenu national
Citoyenneté et Immigration	Santé nationale et Bien-être social
Commerce	Statistique
Commission du service civil	Transports
Défense nationale	Travail
Finances et Impôt sur le revenu	Travaux publics

Une subdivision de la Division des lois s'occupe de préparer et de codifier la version française des ordonnances et règlements statutaires qui froment la partie II de la *Gazette du Canada*.

Dans l'année à l'étude, l'accroissement du travail résultant de l'expansion des services administratifs a tenu les divisions du Bureau très occupées. Elles ont traduit plus de 110,000 pièces de correspondance, 76,000 pages imprimées de publications officielles et 83,000 pages polycopiées de circulaires, règlements, instructions et autres documents.

Langues étrangères

Deux sections du Bureau s'occupent de la traduction des langues étrangères pour le compte des divers ministères. Des employés à service continu y traduisent des documents rédigés en allemand, en espagnol, en italien, en russe, en ukrainien, en polonais, en hongrois et en d'autres langues slaves. Pour ce qui est des traductions en d'autres langues étrangères, elles sont confiées à des personnes compétentes de l'extérieur dont le surintendant ordonnance les comptes.

Au mois de mars 1953, je me suis rendu au siège des Nations Unies à New-York afin d'étudier sur place l'organisation et les méthodes de travail des services de traduction. Les Nations Unies, qui disposent du service linguistique le plus considérable au monde, ont hérité à cet égard de l'expérience et de la plupart des spécialistes de l'ancienne Société des nations. Elles ont mis sur pied un service très compétent, pourvu d'installations et de matériel modernes. Leurs

exigences et leurs méthodes diffèrent sensiblement des nôtres, mais leurs problèmes fondamentaux sont les mêmes, et nous pourrions profiter de leur expérience.

Lors de mon voyage, deux des méthodes en honneur aux Nations Unies m'ont paru offrir certains avantages: il y existe une section centrale de terminologie qui seconde tous les services de traduction, et l'usage des machines à dicter y est très répandu. Depuis lors, j'ai pris des mesures en vue d'établir un centre de terminologie et d'introduire graduellement, au Bureau des traductions, l'emploi des machines à dicter. Ces innovations devraient contribuer à réduire les frais de préparation des recueils lexicologiques ainsi que le coût de l'aide sténographique, et peut-être même amener une diminution du nombre des stagiaires que nous adjoignons chaque année à notre personnel.

Le 31 mars 1953, le Bureau comptait 243 employés, dont 171 traducteurs de toutes les classes, ainsi que 72 employés de bureau et membres du personnel administratif.

J'ai le plaisir de signaler que le personnel des diverses divisions a manifesté en tout temps un véritable esprit de loyauté et de collaboration.

J'ai l'honneur d'être, monsieur le ministre,

Votre obéissant serviteur,

Le surintendant,

A.-H. BEAUBIEN.

BUREAU DES MARQUES DE COMMERCE

RAPPORT DU BUREAU DES MARQUES DE COMMERCE DU SECRETARIAT D'ÉTAT POUR L'ANNÉE TERMINÉE LE 31 MARS 1953

La Loi concernant la concurrence déloyale dans l'industrie et le commerce, chap. 38, 22-23 George V, sanctionnée le 13 mai 1932, est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1932. Elle remplaçait la partie concernant les marques de commerce de la Loi des marques de commerce et dessins de fabrique et régit l'inscription des marques de commerce. Le Bureau des marques de commerce s'occupe de l'application de la Loi sur la concurrence déloyale, 1932, et de la Loi sur l'enregistrement des affiches syndicales, 1938. Il tient les registres qu'exigent ces lois, et ceux que mentionnaient les lois précédentes concernant l'enregistrement des marques de commerce. Ces registres embrassent une période de plus de quatre-vingt-dix ans, le premier enregistrement d'une marque de commerce datant du 17 août 1861.

Durant l'année financière, 4,591 demandes d'enregistrement de marques de commerce ont été déposées et 2,981 marques ont été enregistrées.

Sous le régime de la Loi sur la concurrence déloyale, 1932, les registres des anciennes inscriptions doivent être tenus à jour et toutes les marques de commerce qui ne sont plus utilisées doivent en être supprimées. En vertu des articles 23, 47, 49 et 50, des avis sont envoyés aux propriétaires de marques de commerce enregistrées en vue de recueillir certains renseignements, d'obtenir des déclarations supplémentaires au sujet des dessins de fabrique enregistrés et de prévenir lesdits propriétaires de la date d'expiration afin qu'ils puissent faire renouveler l'inscription. En conséquence, le Bureau a envoyé durant l'année 8,634 avis, a renouvelé 2,139 enregistrements, en a modifié 142 et annulé 2,108.

Il a enregistré durant l'année 1,499 cessions en vertu de la disposition de la Loi qui prévoit l'enregistrement de cessions de marques de commerce enregistrées.

Le public peut obtenir des copies des inscriptions aux registres et le Bureau a dressé 541 expéditions.

La Loi sur l'enregistrement des affiches syndicales, 1938, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1938, est destinée à protéger les organismes qui, tels les syndicats ouvriers, pouvaient autrefois faire enregistrer leurs propres marques à titre d'étiquettes syndicales, sous le régime de la Loi des marques de commerce et dessins de fabrique.

Afin de tenir le public au courant des questions touchant l'enregistrement des marques de commerce, une liste de celles qui sont enregistrées chaque semaine est publiée dans la *Gazette du Bureau des brevets, droits d'auteur et marques de commerce*.

Le Comité consultatif, nommé par le secrétaire d'État le 28 octobre 1947, en vue de préparer une révision de la Loi sur la concurrence déloyale, 1932, a présenté, le 20 janvier 1953, au secrétaire d'État, la rédaction définitive du nouveau projet de loi sur les marques de commerce, de même qu'un rapport explicatif. Le 3 février 1953, le Gouvernement présenta au Sénat ledit projet de loi, désigné "Bill R3".

Le 12 juin 1952, le Sénat avait été saisi d'un avant-projet désigné "Bill P11" et il l'avait réservé jusqu'à la session suivante. Cet avant-projet fut modifié à la lumière de faits nouveaux portés à la connaissance du Comité consultatif et il est devenu le bill définitif susmentionné dit "Bill R3".

Ce bill R3 contient des dispositions qui abrogent la Loi de 1932 sur la concurrence déloyale, chapitre 38 des Statuts de 1932, les articles 22, 24 et 25 de la Loi des marques de commerce et dessins de fabrique, chapitre 201 des Statuts révisés de 1927, et la Loi sur l'enregistrement des affiches syndicales, 1938, chapitre 41 des Statuts de 1938; il prévoit en outre son entrée en vigueur par proclamation du Gouverneur en conseil. Étant donné que de nouveaux règlements et formules devront être rédigés, si le Parlement adopte le bill, on ne prévoit pas que la nouvelle loi puisse entrer en vigueur avant le 1^{er} janvier 1954.

Au moment de la présentation de son rapport et du projet de loi, le Comité consultatif se composait des membres suivants:

Harold G. Fox, C.R., président.

Willis George, représentant de la *Canadian Manufacturers' Association*.

Henri Gérin-Lajoie, C.R.

J. P. McCaffrey, registraire des marques de commerce.

W. P. J. O'Meara, C.R., sous-secrétaire d'État adjoint.

J. C. Osborne

Christopher Robinson, C.R. } représentants de l'Institut canadien des

Colville Sinclair, C.R., représentant de la Chambre de Commerce du Canada.

Charles Stein, C.R., sous-secrétaire d'État.

OPÉRATIONS DU BUREAU DES MARQUES DE COMMERCE

1^{er} AVRIL 1952 AU 31 MARS 1953

	1952-1953	1951-1952
Demandes reçues.....	4,591	3,636
Marques de commerce enregistrées.....	2,981	2,806
Cessions de marques de commerce enregistrées.....	1,499	1,535
Renouvellements de marques de commerce enregistrées.....	2,139	2,266
Modifications sous le régime des articles 42 et 49.....	142	189
Changements d'adresse.....	318	314
Annulations.....	2,108	1,808
Avis réglementaires.....	8,634	8,570
Renseignements inscrits sous le régime de l'article 23.....	17	22
Expéditions.....	541	619
Affiche syndicale déposée.....	1	1

BUREAU DES MARQUES DE COMMERCE

REVENU NET DURANT L'ANNÉE FINANCIÈRE 1952-1953

Marques de commerce.....	\$ 91,237.70
Cessions.....	8,635.32
Renouvellements.....	35,738.77
Expéditions.....	1,529.66
Avis.....	295.00
Modifications.....	735.00
Changements d'adresse.....	320.69
Primes, escomptes et change.....	6.10
Affiches syndicales.....	25.00
Copies d'affiches syndicales.....	1.00
	<hr/>
	\$ 138,524.24

OTTAWA, le 12 mai 1953.

BUREAU DES BREVETS ET DES DROITS D'AUTEUR

RAPPORT DU COMMISSAIRE DES BREVETS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1953

INTRODUCTION

Le présent rapport est soumis conformément aux dispositions de l'article 25 de la Loi de 1935 sur les brevets (Chap. 32, 25-26 George V, 1935, modifié par le chapitre 23, 11 George VI, 1947). Les tableaux qui y sont insérés montrent les transactions et les activités en matière de brevets, de droits d'auteur, de dessins de fabrique et de marques de bois. Les dépenses et les recettes totales y sont détaillées. La tendance des inventions, la résidence des inventeurs qui ont déposé des demandes de brevets ainsi que celle des personnes qui ont obtenu des brevets y sont aussi montrées. Lorsqu'un inventeur sollicite un brevet, le Bureau doit, conformément à la Loi et aux règlements, faire des recherches quant à la nouveauté, déterminer le degré inédit et la brevetabilité de l'invention, et s'assurer que toutes les formalités requises ont été bien remplies, tout cela en vue de réaliser le mieux possible l'objectif principal de la Loi, c'est-à-dire d'accorder à l'inventeur (ou à son successeur en titre) un "monopole" de dix-sept ans sur son invention comme récompense pour avoir dévoilé et mis à la disposition du public (sous la protection dudit monopole) le fruit de son ingéniosité et de son travail. A ce propos, la Loi sauvegarde les intérêts du gouvernement et du public contre les abus possibles de privilèges exclusifs.

AFFAIRES GÉNÉRALES

Les tableaux qui suivent exposent les opérations de la Division des brevets et de celle des droits d'auteur et des dessins de fabrique qui relèvent du Bureau des brevets et des droits d'auteur, pour chacune des années de la décennie terminée le 31 mars 1953.

Le tableau de l'activité de la Division des brevets révèle que le nombre des demandes de brevets continue de s'accroître au rythme d'environ mille demandes par année depuis l'exercice 1947-1948, qui marqua la fin d'une période d'activité anormale qui suivit la fin de la deuxième guerre mondiale. Le point culminant (qui fut atteint en 1946-1947) est dû à l'accumulation, dans les autres pays, d'inventions pour lesquelles, à cause de la guerre, des demandes de brevets n'avaient pas été déposées en temps et qui sont ensuite tombées sous le régime de l'article 28A de la Loi, devenu exécutoire en 1947. Sur les 16,405 demandes déposées durant le dernier exercice, 11,290 comportaient une requête de priorité de dépôt en vertu de la Convention Internationale pour la Protection de la Propriété Industrielle. Au cours de l'examen des demandes, 12,696 rapports ont été expédiés et 10,325 demandes furent accordées, ce qui a donné lieu à l'émission de 9,683 brevets. Le nombre des demandes accordées et des brevets émis s'accroît sans cesse. En plus des demandes accordées, 3,187 demandes étudiées ont été abandonnées. Les dispositions de l'article 28A ont été invoquées dans seize cas. Il y eut six changements de représentants durant l'année en conformité avec l'article 30.

Le tableau de l'activité de la Division des droits d'auteur montre un accroissement soutenu tant dans le nombre des demandes que dans le nombre d'enregistrement des droits d'auteur, lesquels dépassent en 1952-1953 tout autre exercice de la décennie à l'étude. Le nombre de fiches portant les titres d'œuvres musicales, reçues de la *Composers, Authors and Publishers Association of Canada, Limited*, s'élève à 3,207. Ces fiches sont rangées par ordre alphabétique dans des casiers accessibles au public. Le nombre des demandes d'enregistrement de dessins de fabrique est à peu près égal à celui de l'an dernier.

ACTIVITÉ DE LA DIVISION DES BREVETS, DE 1944 À 1953

Année	Deman- des de caveats	Déli- vrances de caveats	Deman- des de brevets	Deman- des remises en vigueur en vertu de l'article 73	Deman- des rétablies en vertu de l'article 31	Rapports sur les demandes	Deman- des accordées	Deman- des en déchéance	Brevets délivrés	Brevets redé- livrés	Cessions de brevets enregis- trées	Pétitions en vertu de l'article 65	Copies conformes	Brevets impri- més
1943-1944 . . .	230	223	11,227	86	21	5,522	7,627	236	7,785	18	7,857	2	3,685	.....
1944-1945 . . .	319	302	12,672	95	17	5,893	7,656	292	7,069	15	8,265	0	4,218	.....
1945-1946 . . .	431	421	14,778	127	17	5,572	5,088	282	7,400	12	8,964	0	5,319	.....
1946-1947 . . .	442	438	16,922	113	36	8,220	7,247	291	6,574	16	11,063	1	5,866	.....
1947-1948 . . .	313	313	16,585	64	47	10,302	8,077	441	7,162	13	13,656	0	6,267	.....
1948-1949 . . .	331	326	12,751	55	63	12,306	9,348	481	7,941	18	13,325	3	6,240	508
1949-1950 . . .	404	356	13,172	46	38	12,542	8,908	715	8,507	6	12,811	2	4,583	7,814
1950-1951 . . .	325	391	14,324	50	43	14,130	9,462	576	8,450	11	11,437	3	5,460	12,576
1951-1952 . . .	253	253	15,448	36	34	13,128	10,123	614	9,505	11	11,621	1	6,038	10,385
1952-1953 . . .	258	243	16,405	51	49	12,696	10,325	609	9,683	17	12,525	1	6,282	9,974

ACTIVITÉ DE LA DIVISION DES DROITS D'AUTEUR ET DES DESSINS DE FABRIQUE, DE 1944 À 1953

Année	Droits d'auteur					Dessins de fabrique				Marques de bois			Rapports des demandes relatives aux droits d'auteur, dessins de fabrique et marques de bois	Copies conformes des droits d'auteur, dessins de fabrique et marques de bois
	Demandes reçues	Droits d'auteur enregistrés	Cessions enregistrées	Demandes de licences de reproduire ou d'utiliser	Licences accordées	Demandes reçues	Dessins enregistrés	Enregistrements renouvelés	Cessions enregistrées	Demandes reçues	Marques enregistrées	Cessions enregistrées		
1943-1944.....	2,807	2,869	287	326	314	291	266	148	25	10	8	3	488	83
1944-1945.....	3,531	3,374	365	287	300	403	326	136	51	8	10	6	364	58
1945-1946.....	3,848	3,823	253	0	0	858	525	91	65	10	5	56	1,228	152
1946-1947.....	4,228	4,102	388	5	5	933	769	73	96	21	15	10	1,114	94
1947-1948.....	4,196	4,002	291	3	3	704	730	32	93	8	7	1	1,231	136
1948-1949.....	4,145	4,219	243	8	9	630	795	77	95	31	20	0	1,071	230
1949-1950.....	4,585	4,488	327	4	5	720	653	72	98	12	7	1	1,167	242
1950-1951.....	4,787	4,700	419	1	1	649	628	115	91	10	4	2	887	287
1951-1952.....	4,666	4,676	437	0	0	502	480	152	59	14	10	1	843	264
1952-1953.....	5,078	4,976	400	1	1	536	431	199	117	1	1	6	872	213

RECETTES ET DÉPENSES

Les recettes et dépenses de la décennie terminée le 31 mars 1953 figurent à l'état suivant:

RECETTES ET DÉPENSES DE 1944 À 1953

Année	Recettes	Dépenses				Excédent	Déficit
		Traitements	Impression des brevets*	Autres dépenses	Total		
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
1943-1944.....	381,658 03	171,853 90†	30,500 00	13,788 31	216,142 21	165,515 82	.....
1944-1945.....	405,439 87	176,957 70†	31,043 03	15,417 68	223,418 41	182,021 46	.....
1945-1946.....	439,356 59	190,842 91†	34,500 00	14,485 78	239,828 69	199,527 90	.....
1946-1947.....	471,030 64	214,289 00†	36,500 00	22,855 94	273,644 94	197,385 70	.....
1947-1948.....	649,808 41	259,727 08	42,900 00	27,472 15	330,099 23	319,709 18	.....
1948-1949.....	643,234 55	306,670 69	60,016 14	45,086 03	411,772 86	231,461 69	.....
1949-1950.....	656,097 40	352,867 80	234,105 68	37,275 56	624,249 04	31,848 36	.....
1950-1951.....	680,918 88	386,463 29	498,745 49	40,009 83	925,218 61	.....	244,299 73
1951-1952.....	747,624 06	421,890 54	368,431 54	36,710 97	827,033 05	.....	79,408 99
1952-1953.....	777,395 74	471,204 24	401,624 00	38,460 14	911,288 38	.....	133,892 64

NOTE.—Les traitements des employés temporaires figurent aux Traitements plutôt qu'aux autres dépenses depuis 1942-1943.

* Les chiffres de 1942-1943 à 1948-1949 indiquent les frais de la Gazette du Bureau des brevets seulement; ceux de 1949-1950 à 1951-1952 comprennent aussi les frais d'impression des brevets.

† Comprend l'indemnité de vie chère.

Les recettes totales accusent une augmentation de \$29,771.68 et les dépenses totales, un relèvement de \$84,255.33 comparativement à l'année précédente. La recette totale comprend \$756,714.56 en taxes perçues par la Division des brevets et \$20,681.18 de la Division des droits d'auteur. L'augmentation des dépenses attribuable au salaire, soit \$49,313.70, est due tout spécialement au relèvement général des traitements. Les chiffres donnés pour l'impression des brevets comprennent une somme de \$82,027.46 en frais d'impression pour la *Gazette du Bureau des brevets*. Les autres dépenses furent à peu près normales et dépassèrent celles de 1951-1952 par \$1,749.17.

Le tableau suivant montre de façon plus détaillée les taxes perçues par la Division des brevets durant la décennie terminée le 31 mars 1953. Le revenu total de cette Division est passé de \$366,253.51 en 1943-1944 au montant sans précédent de \$756,714.56 en 1952-1953. Ce dernier chiffre dépasse celui de l'année précédente par \$28,473.12. Cette augmentation des taxes perçues résulte surtout d'un plus grand nombre de demandes de brevet déposées, de cessions enregistrées, de copies conformes préparées et d'exemplaires de brevets imprimés vendus.

TAXES PERÇUES PAR LA DIVISION DES BREVETS, DE 1944 À 1953

Année	Dépôt	Revendications additionnelles	Complément	Divulgation supplémentaire	Amendement après admission	Finales	Redélivrance	Remise en vigueur de demandes	Rétablissement de demandes	Articles
										40, 46, 65, 66
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
1943-1944.....	168,126 03	3,728 93	.....	.....	1,715 00	152,676 34	480 00	1,275 00	407 00	90 00
1944-1945.....	189,978 37	4,367 63	.....	.....	1,335 00	147,170 00	750 00	1,160 00	415 00	10 00
1945-1946.....	221,441 00	4,197 18	.....	.....	1,370 44	144,006 55	630 00	1,275 00	375 00	.....
1946-1947.....	253,789 75	3,750 60	.....	.....	1,560 00	134,945 81	180 00	1,110 00	600 00	45 00
1947-1948.....	377,025 85	12,897 00	.....	.....	1,340 00	164,220 00	555 00	1,340 00	1,100 00	.....
1948-1949.....	318,856 82	12,541 50	972 00	165 00	1,240 00	208,980 75	80 00	1,325 00	1,445 00	40 00
1949-1950.....	329,348 50	11,768 00	4,602 00	510 50	1,180 00	211,309 29	560 00	910 00	950 00	24 00
1950-1951.....	357,966 87	12,851 00	4,456 45	595 00	1,215 00	211,189 40	458 08	980 00	940 00	115 00
1951-1952.....	386,006 12	14,283 17	4,815 00	970 00	1,035 00	240,754 77	600 00	720 00	680 00	110 00
1952-1953.....	409,775 23	13,737 24	5,493 85	1,185 00	1,354 90	240,174 64	680 00	1,240 00	940 00	85 00

TAXES PERÇUES PAR LA DIVISION DES BREVETS, DE 1944 À 1953—Fin

Année	Cessions	Copies conformes et imprimées	Caveats	Gazette du Bureau des brevets	Agents des brevets	Recherches au titre de l'article 11	Prime et change	Divers, représentants, désaveux, délais	Total
1943-1944	21,853 72	8,546 12	1,077 11	5,051 87	194 55	454 00	1,096 26	918 16	366,253 51
1944-1945	23,088 00	10,635 64	1,782 50	5,377 39	255 25	638 00	1,101 77	528 11	388,592 66
1945-1946	25,671 30	12,023 79	2,267 50	6,176 37	265 00	645 50	1,024 36	169 53	421,538 52
1946-1947	33,854 89	12,461 66	2,414 00	5,924 05	371 00	750 00	246 41	190 72	452,192 89
1947-1948	46,959 37	14,658 98	2,874 25	6,108 69	400 00	1,361 75	4 33	1,088 35	631,928 57
1948-1949	50,143 00	14,442 38	3,505 50	6,397 15	2,180 00	1,517 00	9 98	1,609 52	625,450 60
1949-1950	38,314 06	20,874 74	3,957 25	5,803 58	3,588 95	1,756 50	1,191 28	123 58	636,772 23
1950-1951	38,832 12	15,375 73	3,020 00	5,901 66	3,805 00	1,870 00	1,369 62	129 10	661,069 95
1951-1952	42,054 21	20,669 19	2,595 00	5,841 84	3,787 88	2,358 00	683 04	218 22	728,241 44
1952-1953	43,944 08	23,391 79	2,698 80	6,415 50	2,692 91	2,500 00	21 98	383 64	756,714 56

Les taxes perçues par la Division des droits d'auteur et des dessins de fabrique, de 1943-1944 à 1952-1953 inclusivement, figurent au tableau suivant. La recette totale de la Division accuse une augmentation de \$1,298.56 sur celle de l'année précédente.

TAXES PERÇUES PAR LA DIVISION DES DROITS D'AUTEUR ET DES DESSINS DE FABRIQUE, 1944 À 1953

Année	Droit d'auteur	Dessin de fabrique			Marque de bois	Cessions	Copies	Licence	Prime et change	Divers	Total
		Dépôt	Renouvellement	Renouvellement supplémentaire							
1943-1944	8,565 10	1,491 99	1,590 00	.....	21 00	429 00	239 00	3,007 00	314 97	61 43	15,404 52
1944-1945	10,148 66	1,940 00	1,260 00	.....	12 00	746 59	65 00	2,386 00	324 24	*35 28	16,847 21
1945-1946	11,613 13	4,188 00	975 00	.....	27 50	548 00	100 65	.....	332 71	33 08	17,818 07
1946-1947	12,529 33	4,518 98	760 00	.....	40 00	729 82	119 00	20 00	110 76	9 86	18,837 75
1947-1948	12,157 83	3,483 00	315 00	.....	14 00	527 00	163 15	1,239 94	6 50	3 42	17,879 84
1948-1949	12,780 00	3,048 00	810 00	70 00	56 00	598 00	292 10	102 00	7 60	20 25	17,783 95
1949-1950	13,666 01	3,567 00	945 00	5 00	24 00	544 00	306 00	40 00	209 66	18 50	19,325 17
1950-1951	14,333 72	3,210 49	865 00	5 00	19 00	719 00	404 05	10 00	282 37	30	19,848 93
1951-1952	14,047 14	2,447 00	1,595 00	45 00	28 00	614 95	428 21	.....	153 07	24 25	19,382 62
1952-1953	15,200 64	2,679 00	1,825 15	15 00	2 00	646 93	289 38	.....	16 08	7 00	20,681 18

* Remboursement en trop d'une taxe de licence de droit d'auteur.

CONCESSIONS DE BREVETS

Le nombre des brevets émis fut de 9,683 et celui des redélivrances au titre de l'article 49, de 17. Sur ce total, 9,418 brevets furent émis pour un terme de dix-sept ans, 265 ont été délivrés en vertu de l'article 28A et trois, au titre de l'article 46. Les brevets délivrés aux concessionnaires de l'intérêt entier se sont élevés à 7,267; conjointement aux inventeurs et aux concessionnaires d'une partie de l'intérêt, à 97; aux inventeurs, 2,316; aux représentants légaux, 20. Le nombre des brevets délivrés à des sociétés s'élève à 7,113, à des particuliers, à 2,568 et, conjointement à des sociétés et à des particuliers, à 19. Les brevets, d'inventions revendiquées par deux personnes ou plus se sont chiffrés par 2,306 et par une seule personne, par 7,394. Sur tous les brevets d'invention concédés, 64 ont été délivrés à des femmes, 40 conjointement à des hommes et des femmes, et 9,596 à des hommes. Les brevets concédés à des Canadiens se sont chiffrés par 1,393. Un total de 9,629 brevets ont été rédigés en anglais et 71 en français.

DÉCHÉANCES, REMISES EN VIGUEUR ET RÉTABLISSEMENTS

Faute de paiement des taxes de délivrance dans le délai prescrit à l'article 73, 609 demandes sont tombées en déchéance. Sur paiement des taxes de remise en vigueur et de délivrance, 51 demandes déchues ont été rétablies. Parmi les demandes périmées faute d'avoir été complétées et poursuivies dans le délai prescrit à l'article 31, 49 ont été rétablies.

TENDANCE DES INVENTIONS

Le tableau ci-dessous indique le domaine de l'invention ainsi que le pourcentage du total des demandes classées au cours des deux dernières années.

Domaine de l'invention	Pourcentage du total	
	1952-1953	1951-1952
Produits chimiques (organiques).....	10.08	9.58
Produits chimiques (inorganiques) et domaines connexes.....	11.48	11.73
Enduisage et façonnage de plastiques.....	6.91	7.03
Transmissions et communications.....	8.93	8.50
Électricité.....	8.66	9.22
Transports et éléments de machines.....	7.46	7.34
Textiles et papier.....	4.53	5.54
Agriculture, travail de la terre et manutention de matières.....	9.03	8.47
Chaleur et énergie.....	8.66	8.02
Édifices et réceptacles.....	5.21	5.33
Machines et outils de travail sur métaux et sur bois.....	4.97	5.40
Appareils de ménage, de bureau et de médecine.....	8.15	7.70
Sciences pratiques, beaux-arts, etc.....	5.93	6.14
Total.....	100.00	100.00

RÉSIDENTENCE DES INVENTEURS QUI ONT DÉPOSÉ UNE DEMANDE

L'appendice A donne le pays de résidence des inventeurs qui ont déposé une demande de brevet et le nombre de demandes déposées pour chacune des années financières de 1949 à 1953 inclusivement.

RÉSIDENTENCE DES INVENTEURS QUI ONT OBTENU UN BREVET

L'appendice B donne le pays de résidence des inventeurs qui ont obtenu un brevet durant les deux dernières années.

REGISTRE DES AGENTS DE BREVETS

Aux termes des dispositions de l'article 15 de la Loi de 1935 sur les brevets et des Règles de 1948 concernant le registre des agents de brevets, les noms de quarante et un agents ont été ajoutés au registre. Les noms de trente agents, qui n'ont pas observé la règle 8, ont été rayés du registre. Un examen pour certificat d'aptitude aux termes de la règle 7 a été tenu à Ottawa, Montréal, Toronto et Chicago les 20 et 21 octobre 1952. Sur les cinq candidats, deux ont réussi. A la fin de l'année, le registre portait les noms de 1,002 procureurs et agents de brevets.

GAZETTE DU BUREAU DES BREVETS

Conformément aux dispositions de l'article 25 de la Loi de 1935 sur les brevets, la *Gazette du Bureau des brevets, droits d'auteur et marques de commerce*, journal officiel du Bureau, a paru le mardi de chaque semaine. Chaque livraison renfermait les principaux dessins et les principales revendications des brevets concédés à la date de la publication, les avis et autres procédures en exécution de la loi, la liste des droits d'auteur et des cessions de droits d'auteur, l'abrégé des dessins de fabrique et marques de commerce enregistrés pendant la semaine. Le nombre des abonnés au cours de l'année a été de 550. Outre les exemplaires envoyés aux abonnés et vendus au public, la *Gazette* a été distribuée gratuitement à quatre-vingts bibliothèques du Canada, à quarante et une bibliothèques de Grande-Bretagne, à dix-sept bibliothèques du Commonwealth des nations britanniques, à trente-six bibliothèques des États-Unis d'Amérique, à vingt-deux bureaux des brevets et instituts étrangers et à trois bureaux consulaires et commerciaux.

En retour, le Bureau a reçu les journaux, index et rapports des brevets, dessins et droits d'auteur des bureaux des brevets des pays suivants: Afrique du Sud, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, États-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Inde, Italie, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Suède, Suisse et Turquie.

La *Gazette* a aussi été échangée contre vingt et un périodiques scientifiques et bulletins commerciaux qui servent au Bureau.

IMPRESSION DES BREVETS

La division du Département des impressions et de la papeterie publique, installée au *Canadian Building*, a imprimé au cours de l'année 9,974 brevets. Ce chiffre comprend quatre réimpressions et 475 brevets de l'émission de 1948. Le nombre d'exemplaires distribués a été de 213,205. Les brevets imprimés sont disponibles le jour même de leur délivrance et se vendent au prix de vingt-cinq cents chacun, sauf les exemplaires de plus de cinquante pages dont le prix est de \$1. La *Gazette du Bureau des brevets* est aussi imprimée au *Canadian Building* par le Département des impressions et de la papeterie publique.

BIBLIOTHÈQUE DU BUREAU DES BREVETS

Au cours de l'année, 840 volumes se sont ajoutés à la bibliothèque. Le Bureau a continué de recevoir des exemplaires des brevets courants des pays suivants: Australie, Autriche, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Suisse, Suède et États-Unis. Il a aussi reçu des journaux, index et rapports de brevets des pays susmentionnés ainsi que du Brésil, de l'Inde, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, du Pakistan et de l'Afrique du Sud.

La bibliothèque contient à présent des exemplaires de brevets des pays énumérés ci-dessous, à partir de l'année indiquée, jusqu'à ce jour: Grande-Bretagne (1617), États-Unis d'Amérique (1845), France (1902), Italie (1925), Australie (1926), Pays-Bas (1947), Suède (1947), Suisse (1949), Autriche (1949), Belgique (1950) et Japon (1950). La bibliothèque contient également des exemplaires imprimés des brevets canadiens à partir de 1949.

Tous les brevets des États-Unis depuis 1934 sont groupés selon le classement en vigueur à l'époque de la délivrance de chaque brevet.

La bibliothèque renferme 21,271 volumes en tout.

PERSONNEL

Le personnel autorisé pour l'année financière courante comprenait 165 employés. Le nombre moyen des positions remplies fut de 154, dont 80 emplois permanents et 74 temporaires.

BREVETS DE TERRE-NEUVE

Aux termes de la clause 20 (3) des Conditions de l'union de Terre-Neuve au Canada, cinq demandes de brevets déposées sous le régime des lois de Terre-Neuve étaient encore pendantes à la fin de l'année, avis d'opposition à la concession de ces brevets ayant été déposé contre chaque demande.

Respectueusement soumis,

Le commissaire des brevets,

J. W. T. MICHEL.

APPENDICE A

RÉSIDENCE DES INVENTEURS QUI ONT DÉPOSÉ UNE DEMANDE

	1949	1950	1951	1952	1953
Canada.....	(1,381)	(1,417)	(1,282)	(1,156)	(1,173)
Alberta.....	98	98	80	74	107
Colombie-Britannique.....	149	117	144	138	122
Manitoba.....	95	96	87	56	60
Nouveau-Brunswick.....	12	17	18	10	0
Terre-Neuve.....	1	1	1	3	3*
Nouvelle-Écosse.....	23	13	13	18	9
Ontario.....	491	539	483	482	490
Île du Prince-Édouard.....	2	2	2	1	0
Québec.....	450	473	410	337	339
Saskatchewan.....	57	59	43	37	42
Yukon et Territoires du Nord-Ouest.....	4	2	1	0	1
Angleterre.....	1,580	1,607	1,593	1,835	1,865
Écosse.....	83	100	58	72	80
Pays de Galles.....	20	14	17	16	18
Irlande du Nord.....	6	4	8	2	5
Îles Normandes.....	1	0	0	0	0
République irlandaise.....	3	0	2	5	1
Australie.....	83	73	79	87	59
Îles Bahama.....	1	0	0	1	0
Ceylan.....	0	2	1	0	1
Égypte.....	1	0	2	2	0
Inde.....	5	2	2	0	2
États malais fédérés.....	1	0	0	0	0
Antilles britanniques.....	0	1	0	0	1
Nouvelle-Zélande.....	15	24	23	12	14
Israël.....	0	3	2	2	5
Singapour.....	0	1	1	1	0
Afrique du Sud.....	24	15	38	22	43
Afrique orientale, Tanganyika, Kenya.....	0	0	1	2	3
Trinidad.....	0	0	2	0	0
Alaska.....	0	1	1	6	1
Algérie.....	1	0	3	2	0
Argentine.....	30	37	14	20	21
Autriche.....	35	40	41	44	62
Belgique.....	57	70	66	53	43
Bésil.....	7	9	5	4	10
Chili.....	3	2	0	2	2
Colombie.....	0	1	0	1	0
Costa-Rica.....	0	1	0	0	0
Cuba.....	2	1	3	4	2
Tchécoslovaquie.....	54	34	22	9	3
Danemark.....	27	34	36	44	40
République dominicaine.....	0	2	1	0	0
Fidji.....	0	0	1	0	0
Finlande.....	14	11	12	10	16
France.....	327	348	312	354	352
Allemagne.....	16	173	453	597	732
Grèce.....	1	1	1	0	1
Hawai.....	0	2	4	0	1
Hongrie.....	10	5	6	7	3
Indochine.....	0	0	0	0	1
Islande.....	0	1	0	0	0
Indonésie.....	0	0	0	2	0
Île de Man.....	0	1	0	0	0
Italie.....	55	77	70	75	129
La Jamaïque.....	0	0	0	0	1
Japon.....	0	0	8	10	22
Liban.....	1	0	1	1	0
Principauté de Liechtenstein.....	0	2	5	4	3
Luxembourg.....	1	0	4	0	1
Malaisie.....	0	1	2	1	1
Malte.....	0	1	0	0	0
Mexique.....	4	6	5	9	13
Maroc.....	0	4	2	3	3
Pays-Bas.....	294	146	267	327	393
Indes néerlandaises.....	0	0	0	0	1
Norvège.....	50	39	46	53	54
Afrique orientale portugaise.....	1	0	0	0	0

* Terre-Neuve est devenue province canadienne au début de l'anné financière 1949-1950.

APPENDICE A—Fin

RÉSIDENCE DES INVENTEURS QUI ONT DÉPOSÉ UNE DEMANDE—*fin*

	1949	1950	1951	1952	1953
Espagne.....	14	22	20	15	17
États-Unis d'Amérique.....	8,082	8,361	9,306	9,966	10,570
Îles Philippines.....	1	0	0	0	0
La Sarre.....	0	1	0	0	0
Pakistan.....	0	0	0	0	1
Pérou.....	2	0	2	0	0
Pologne.....	0	1	1	1	1
Portugal.....	1	2	5	0	1
Porto Rico.....	0	1	0	1	0
Roumanie.....	1	0	0	0	0
Rhodésie du Sud.....	0	3	2	0	1
Suède.....	226	239	213	262	267
Suisse.....	224	225	266	342	363
Uruguay.....	2	1	3	0	0
Vénézuéla.....	3	3	2	1	2
Yemen.....	0	0	0	0	1
Yougoslavie.....	0	0	1	1	0
Zone du Canal de Panama.....	0	0	1	2	0
Total.....	12,751	13,172	14,324	15,448	16,405

APPENDICE B

RÉSIDENCE DES INVENTEURS QUI ONT OBTENU UN BREVET

	1951-1952	1952-1953		1951-1952	1952-1953
Canada—			Europe—		
Ontario.....	266	312	France.....	164	226
Québec.....	225	232	Suisse.....	125	144
Colombie-Britannique.....	63	71	Pays-Bas.....	250	219
Manitoba.....	57	34	Suède.....	103	119
Alberta.....	42	53	Allemagne.....	36	30
Saskatchewan.....	33	20	Norvège.....	33	37
Nouvelle-Écosse.....	10	8	Belgique.....	22	19
Nouveau-Brunswick.....	10	11	Danemark.....	13	23
Île du Prince-Édouard.....	1	0	Finlande.....	12	5
Yukon et Terr. du N.-O.....	1	1	Tchécoslovaquie.....	11	14
Total.....	708	742	Irlande (Eire).....	2	1
Royaume-Uni—			Italie.....	17	20
Angleterre.....	916	951	Espagne.....	3	4
Écosse.....	67	70	U. R. S. S.....	1	0
Pays de Galles.....	6	3	Autriche.....	6	10
Irlande du Nord.....	3	3	Hongrie.....	3	2
Îles Normandes.....	1	1	Principauté de Liechtenstein	0	1
Total.....	993	1,028	La Sarre.....	0	1
Pays du Commonwealth britannique—			Total.....	801	875
Australie.....	58	40	Afrique—		
Union Sud-Africaine.....	15	8	Égypte.....	1	0
Nouvelle-Zélande.....	10	16	Maroc.....	0	1
Afrique orientale britannique.....	0	1	Total.....	1	1
Rhodésie du Nord.....	0	1	Asie—		
Ceylan.....	0	1	Inde.....	0	1
Malaisie.....	1	0	Israël.....	1	1
Singapour.....	1	0	Philippines.....	1	0
Total.....	85	67	Total.....	2	2
Amérique—			Grand total.....		
États-Unis.....	6,909	6,966		9,516	9,700
République argentine.....	10	11			
Cuba.....	0	1			
Mexique.....	2	1			
Islande.....	0	1			
Bésil.....	2	3			
Chili.....	1	0			
Surinam.....	0	1			
Uruguay.....	1	0			
Vénézuéla.....	1	1			
Total.....	6,926	6,985			